

Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, John Maynard Keynes, 1936.

Notice bibliographique pour la Bibliothèque de l'*Encyclopaedia Universalis*

Marion Gaspard, Triangle UMR 5206 et Université de Lyon*

La célébrité de J.M. Keynes (1883-1946), économiste à Cambridge et haut fonctionnaire, connaît son point culminant avec la publication de la *Théorie générale*. Non parce ce livre résume parfaitement la pensée de son auteur, qui révisé dès 1937 certains de ses développements, mais parce que sa destinée répond pleinement aux ambitions de Keynes, placées sous le double signe de la théorie et de l'action économiques. Face au hiatus flagrant entre l'optimisme de la théorie libérale "orthodoxe" et la durée de la crise des années trente, Keynes théorise la possibilité d'un équilibre durable de sous-emploi et fonde la nécessité d'une intervention de l'Etat. La *Théorie générale* est considérée comme l'ouvrage économique majeur du XX^e siècle, tant par les bouleversements théoriques et méthodologiques qu'il propose que par les politiques économiques qu'il justifie.

Une théorie de l'emploi

Le "but ultime" de Keynes est "la découverte des facteurs qui déterminent le volume de l'emploi" (p. 111). Il s'oppose pour cela à l'analyse du marché du travail de ceux qu'il nomme les "classiques" : les économistes qui, de Ricardo à Pigou, auraient en commun d'admettre la loi de Say et la théorie quantitative de la monnaie. Keynes rejette l'idée d'un marché du travail régi par la loi de l'offre et de la demande. Le volume de l'emploi n'est pas déterminé sur un hypothétique marché : il dépend uniquement de la décision d'embauche des entrepreneurs, personnages clé du système keynésien. Ceux-ci fixent leur niveau d'embauche selon le "principe de la demande effective" : ils offrent un niveau de production égal à la quantité de biens qu'ils espèrent écouler d'une part, en veillant à maximiser leur profit d'autre part. C'est donc la demande globale anticipée qui détermine les volumes de la production et de l'emploi. Cette demande a deux composantes : les dépenses de consommation des ménages et les dépenses d'investissement des entrepreneurs. La consommation résulte d'une "loi psychologique fondamentale" : "les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que le revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu" (p. 117). Toute hausse du revenu stimule la demande, ce qui incite à embaucher ; mais à mesure que la société s'enrichit, la part du revenu global consacrée à la consommation diminue, au profit de l'épargne. "Pour qu'un certain volume d'emploi soit justifié, il faut donc qu'il existe un certain volume d'investissement courant suffisant pour absorber l'excès de la production totale sur le volume que la communauté désire consommer" (p. 54). La difficulté vient alors de ce que contrairement à ce qu'affirment les classiques, l'épargne n'est pas systématiquement investie. Elle peut être utilisée par les agents pour spéculer. Les entrepreneurs investissent si le rendement anticipé de l'investissement est supérieur à son coût, évalué par le taux d'intérêt. La détermination du taux d'intérêt oppose à nouveau Keynes aux "classiques". Il récuse l'idée d'une monnaie qui ne serait qu'un intermédiaire neutre des échanges et affirme que les agents ont une préférence pour la liquidité : la monnaie est aussi une réserve de valeur permettant de spéculer. Ils ont ainsi une demande de monnaie,

* Une version légèrement corrigée de cette notice est publiée par l'*Encyclopaedia Universalis*.

et le taux d'intérêt apparaît comme le prix de la monnaie sur un marché où l'offre est exogène.

L'interventionnisme

La *Théorie générale* constitue la première analyse macroéconomique moderne : Keynes isole des relations entre des agrégats économiques, indépendantes des comportements individuels. En se concentrant sur les déterminants de la production et de l'emploi à court terme, il bouleverse la pensée économique, qui se posait la question de l'affectation optimale des ressources et de la fixation des prix de long terme. L'incertitude y joue un rôle fondamental. L'emploi dépend de "l'état d'esprit" des entrepreneurs dont les anticipations peuvent être autoréalisatrices : il suffit que leur optimisme les incite à investir (plutôt qu'à spéculer) pour que la situation économique s'améliore. De même, l'incertitude conduit les agents à demander de la monnaie par précaution ou pour spéculation, ce qui influence le niveau du taux d'intérêt et l'investissement. Rien ne garantit alors que les prévisions des agents conduisent à la réalisation du plein emploi. L'économie peut se stabiliser dans une situation durable de sous emploi, où perdure un chômage involontaire. Le système économique ne s'autorégule pas. Keynes en appelle alors à l'Etat qui peut mener des politiques de redistribution des revenus (afin de favoriser la consommation), et des politiques économiques conjoncturelles de soutien à l'investissement : directement à travers les dépenses publiques (politique budgétaire), accessoirement en agissant sur le taux d'intérêt (politique monétaire). Ces ressorts, formalisés dès 1937 par J. Hicks et R. Harrod, ont inspiré l'ensemble des politiques économiques des pays occidentaux pendant les trente glorieuses, jusqu'à ce que la crise des années 1970 résiste aux remèdes keynésiens, qui butent alors sur l'internationalisation des échanges, l'endettement des Etats et l'inflation rampante.

La dimension concrète de l'analyse keynésienne a aussi profondément marqué la théorie économique du XX^e siècle, qui s'est orientée vers la recherche de théories plus opérationnelles, à l'aide de l'essor de la comptabilité nationale et des modèles macroéconomiques. Plus généralement, toute la théorie économique depuis 1936 s'est construite avec ou contre la *Théorie générale*.